

Services Techniques//



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR25_0052 - Arrêté portant réglementation temporaire sur le stationnement rue de la Halte pour un déménagement.

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route,

Vu l'article R 417-10 § II 10 du Code de la Route,

Vu l'arrêté n° ARR.2022.0142 du 2 mai 2022 interdisant la circulation des poids lourds sur certaines voies communales.

Considérant la demande présentée par l'entreprise Jean-Claude RABEC DEMENAGEMENT, 151 impasse de l'Aimable Grenot à Granville, de stationner un camion devant le 5 rue de la Halte à Montigny-lès-Cormeilles pour un déménagement,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : par dérogation à l'arrêté n° ARR.2022.0142 du 2 mai 2022 l'entreprise Jean-Claude RABEC DEMENAGEMENT est autorisée à circuler rue de la Halte.

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement :

- Le stationnement de tout véhicule sera interdit devant le 5 rue de la Halte à Montigny-lès-Cormeilles à Montigny-lès-Cormeilles.

ARTICLE 2 : Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application de l'article R 417-10 § II 10 du Code de la Route,

ARTICLE 3 : Il appartiendra à l'entreprise Jean-Claude RABEC DEMENAGEMENT de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité publique,

ARTICLE 4 : Cet arrêté sera effectif **le 3 mars 2025, de 8h00 à 17h00.**

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché sur le site par l'entreprise, 48h00 avant le déménagement. En aucun cas, l'arrêté sera scotché ou punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des places de stationnement,

ARTICLE 6 : Monsieur le Commissaire de Police et tous les agents de la force publique (police nationale et police municipale), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 3 mars 2025

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé à l'encontre du présent arrêté pendant un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive parmi :

- la date de réception en sous-préfecture d'Argenteuil
- la date de sa publication sur le site internet de la Commune
- ou à compter de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé auprès de Monsieur le maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui commencera à courir à nouveau soit à compter de la notification de la réponse de Monsieur le maire, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse dans ce délai.



Le Maire,
Mamadou GOUAL

Monsieur Hafid IABASSEN
Maire Adjoint aux Travaux, à la
Propreté des Espaces Publics et à
l'Entretien des Espaces Verts

Mis en ligne sur le site de la
ville le : 06/03/2025